

Résolution politique

Préambule

Au plan national, le Parti du Travail est un petit parti, mais il base son action sur une idéologie porteuse d'avenir. Aujourd'hui, une réflexion politique générale et une redéfinition de nos objectifs est nécessaire. Elle porte sur la société et l'évolution du monde.

Notre action doit s'inscrire dans les deux axes principaux qui sont la définition de la société socialiste et démocratique que nous voulons contribuer à construire et le chemin et les moyens politiques de la transformation de la société que nous voulons mettre en œuvre. C'est dans cette perspectives que doit s'inscrire l'activité du parti et de ses militantes et militants en adéquation et harmonie avec l'ensemble des forces de progrès qui luttent partout dans le monde pour la construction d'une autre société basé sur le progrès social, la solidarité internationale et la paix.

Notre projet et nos actions politiques permettront à la population de mieux connaître et participer à nos objectifs généraux, à nos propositions concrètes.

Considérations générales

Nous restons convaincus que la société actuelle construite sur la domination, la violence, l'exploitation humaine et le pillage des ressources naturelles, conduit nos sociétés à leur perte. Le système capitaliste doit être combattu et dépassé par les forces du progrès social et du développement durable. Dans ce but il est nécessaire de renverser les rôles de l'économie, de l'environnement et de l'Etat, de mettre enfin l'être humains et la protection de son environnement au centre des priorités.

La société capitaliste

La société capitaliste ne considère l'être humains qu'au travers de son utilité commerciale et marchande, en sa qualité de producteur et consommateur de biens. L'être humains est relégué au niveau d'une marchandise, la société à un marché et la culture à une publicité...

Cette course effrénée aux profits est en marche sur toute la planète, elle accroît chaque jour le fossé entre riches et pauvres.

A cette situation il convient d'ajouter la situation des personnes contraintes de choisir la fuite, l'exil en raison de la misère qui frappe la grande majorité des peuples du tiers monde. Après des années d'exploitation et d'oppression coloniale, ces personnes sont victimes d'une plus grande exploitation en raison de leur situation difficile ou de leur statut de réfugiés ; elles sont exploitées, précarisées bien davantage encore que les autres couches de la population.

Paradoxalement, d'un autre côté, une minorité de possédants accumule les fortunes et les milliards au détriment des familles ; l'écart ne cesse de croître. Les injustices, l'inhumanité du système capitaliste provoquent chaque jour de nouvelles inégalités de nouvelles injustices, de nouvelles victimes innocentes. La seule perspective de cette dérive qui s'accélère est un monde de violences et de guerres.

Les contradictions du développement capitaliste exploitant les ressources et les travailleurs de la planète vont croître. La seule véritable alternative est la transformation radicale et profonde de la société. Une transformation pour garantir universellement l'accès aux biens communs, de l'eau, à l'énergie, au logement, au travail, à la santé, à la formation et à la dignité.

Pour engager cette profonde transformation il faut commencer par replacer l'être humain au centre des préoccupations de la société, et l'économie, à son service, une économie, un système politique permettant de gérer les forces productives au service de toutes et tous.

Il s'agira de remplacer la doctrine actuelle par des systèmes coopératifs permettant une relation équilibrée entre la production des biens et l'ensemble de la société.

Enfin, l'évolution économique doit se faire dans le respect absolu de la nature et de l'environnement.

Dans cette perspective, nous devons produire des biens socialement utiles et respectueux de la nature

L'environnement

La nature évolue et certains changements mettent en déséquilibre les conditions de vie de l'être humain. En accélérant ou en aggravant ces modifications par ses propres activités, l'être humains augmente le danger et la situation deviendra irréversible si des mesures de protection de l'environnement et de réduction des nuisances provoquée par nos sociétés industrielles ne sont pas prises rapidement. C'est l'existence même de notre planète qui est remise en question. Les observations scientifiques démontrent que les dangers mettent en péril de manière irréversible notre environnement. Nous pouvons déjà en constater les conséquences.

Pour sortir de cette spirale infernale, le dépassement du capitalisme est inévitable. Ce sont principalement les règles du capitalisme mondialisé qui accélèrent ces processus destructifs sur toute la planète.

Marx le disait magistralement : La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du processus de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur.

Les écologistes qui ont pris conscience des liens liant la production capitaliste et la menace sur l'environnement doivent être éthiquement au coté de ceux qui luttent contre la société capitalisme. Une société basée sur l'intérêt individuel et la

privatisation des moyens de productions ne peut qu'être nuisible à la survie de notre planète.

" Tant que nos petites cervelles biodégradables laisseront l'intérêt privé primer sur l'intérêt collectif ", il y a danger pour les générations futures ! Encore faut-il relativiser la part de responsabilité individuelle des personnes subissant l'idéologie dominante. Cette dernière s'efforce de faire reporter la responsabilité du dérèglement climatique sur chaque individu.

Dans leur cheminement aveugle et obtus le capitalisme et les propriétaires des grands moyens de production ne pensent qu'à développer leurs profits et ignorent ainsi la destruction de l'environnement. Pour atteindre leurs objectifs économiques, ils n'hésitent pas à provoquer des conflits et des guerres pour s'assurer la maîtrise du pétrole, de l'eau et d'autres ressources principales.

Dans un monde unipolaire dans lequel le capitalisme n'a plus d'adversaire, le terrorisme demeure l'unique arme des faibles pour harceler les puissants dans des conflits asymétriques. La seule véritable solution serait le respect du droit international. Cela ni les puissants, ni les Etats ne le veulent. Les USA poursuivent leur guerre illégale en Irak en toute impunité Les résolutions des Nations Unies ne sont pas appliquées en Palestine où le non droit reste la règle : assassinats d'hommes d'Etat élus démocratiquement, déportation de populations, punitions collectives, occupations illégales etc... Des centres de détentions illégaux sont opérationnels en Europe, en Pologne et Roumanie, comme à Guantanamo.

Ces violences favorisent le développement du commerce de l'armement. La Suisse participe à cette expansion des moyens de guerre et envoie des soldats ; elle soutient ainsi indirectement les auteurs de guerres.

Le rôle de l'Etat

Il est urgent de redéfinir le rôle de l'Etat et de son pouvoir. Nous conservons la conviction marxiste visant à terme à la disparition de l'Etat. Ce mouvement se réalisera au fur et à mesure que l'émancipation de la société civile se construira. Ainsi, notre relation au pouvoir d'Etat devra être constamment réexaminée. L'Etat ne doit pas régner au-dessus des intérêts populaires. Notre but n'est pas d' "Étatiser " la vie sociale mais de socialiser l'Etat.

L'Etat répond de moins en moins à la défense des plus humbles de ses habitants. Par son soutien systématique aux possesseurs des moyens économiques et financiers il crée un déséquilibre grave. Il met en œuvre un rôle répressif à l'égard de celles et de ceux qui résistent au " tout marchand " ou qui ont une autre conception de l'Etat.

Nous ne voulons pas un Etat vivant au-dessus des habitants. Nous ne voulons pas d'un Etat permettant à celles et ceux qui gouvernent de donner libre court à leur soif de pouvoir, notamment économique.

Nous voulons un Etat soucieux du bien commun dans une nature préservée. Un Etat soucieux de construire sur la Terre, avec les autres Etats, les conditions permettant

l'épanouissement maximum de chaque être humain. Un Etat en liaison constante avec le peuple et les mouvements sociaux pour lui permettre de conduire son rôle avec cohérence. Un Etat que nous imaginons capable de favoriser l'approfondissement des liens entre les habitants de manière à leur permettre de mieux comprendre et de mieux décider pour mieux agir. Un Etat favorisant la citoyenneté de tous les habitants.

Notre but politique ne consiste pas seulement à changer ceux qui détiennent le pouvoir avec les forces qu'ils représentent, mais de changer également la conception même du pouvoir. La politique appartient à chacun et à chacune. Cela signifie gouverner au service du peuple et non pas mettre le peuple au service de l'Etat.

L'Etat que nous souhaitons défendra, dans un premier temps, les intérêts des plus humbles de ses membres pour éliminer progressivement les intérêts de classes. La construction d'une société socialiste évoluant vers une société communiste est notre objectif à long terme. Une société communiste ayant pour objectif de mettre en équilibre ce qui est nécessaire à chacune et à chacun pour s'épanouir au maximum en relation étroite avec ce qui est indispensable à la collectivité.

Une société commune sans pouvoir ni exclusion, une société qui tisse sans cesse des liens entre les intérêts collectifs et les intérêts individuels dans le but de permettre le plus grand épanouissement de chacune et chacun.

Notre démarche s'inscrira dans des alliances entre les diverses forces politiques et citoyennes avec qui nous pourrons établir des alliances de progrès.

Nous avons choisi la société que nous voulons, entre les objectifs économiques et sociaux, entre le développement humain et la barbarie, entre le chaos et le progrès.

La lutte idéologique

L'ambition du Parti du Travail va bien sur au-delà d'un simple débat. Nous voulons développer nos connaissances, affûter nos analyses politiques, pour trouver des réponses à l'évolution du monde contemporain soumise aux stratégies destructives du libéralisme.

Aujourd'hui, dans nos sociétés le combat idéologique est conduit par la droite qui veut clairement briser la résistance populaire et remettre en cause les acquis sociaux.

Nous devons répondre à cette lutte idéologique inspirée par l'exemple américain. Non seulement l'idée dominante est que les gens en ont assez des discours des politiciens, des idéologies, du combat gauche-droite etc. Mais de plus on assiste à la création d'un corpus idéologique de la droite et une redéfinition de la lutte des classes. La ligne de tension ne passe plus entre les petits et les gros, entre le travail et le capital mais entre ceux qui se lèvent tôt et les assistés c'est-à-dire entre deux fractions de prolétaires.

La question sociale a été redéfinie, la ligne de démarcation est tracée non plus entre les riches et les pauvres, entre les capitalistes et les travailleurs, mais entre les salariés et les assistés, entre les ouvriers et les fraudeurs.

Cela, on l'entend dans tous les discours de la droite antisociale : « vous payer trop d'impôts, vous les ouvriers, les employés, pour financer des allocations qui sont versées à plus pauvres que vous ! »

Ce sont ces arguments qui sont développés pour faire voter le peuple contre la dégradation des assurances sociales, voter sur la révision de l'Al, sur l'augmentation de l'âge de la retraite des femmes, contre les initiatives sur la caisse maladie, la fiscalité etc. etc.

Demain si nous ne réagissons pas sur le taux de conversion LPP, ce sera moins 200 f par mois de rente et augmentations des cotisations pour les actifs. Nous devons réagir contre l'augmentation des franchises dans les centres de soins de 10 à 20%, contre de nouvelles augmentations de la TVA, contre la modification de l'assiette fiscale au détriment des plus démunis etc....

Ce qui manque à la gauche c'est un programme, une vision de la société, un projet de ce qui pourrait être une évolution non libérale, voire non capitaliste de nos sociétés. C'est ce vide qui est le terreau des victoires politiques de la droite et du démantèlement social qui poursuit sa marche en avant.

De nombreux pays européens qui ont conduit les libéralisations, la privatisation des services publics ont eu à leur tête des gouvernements sociaux-démocrates : la France de Jospin et Mitterrand, l'Allemagne de Schröder, l'Espagne de Gonzales, l'Angleterre de Blair etc.

La caractéristique principale de la social-démocratie c'est de n'avoir nulle part et jamais, même en étant au pouvoir de l'État, construit une société socialiste !

La responsabilité des partis communistes dans les anciens pays de l'Est est d'avoir non seulement échoué, mais surtout, d'avoir tué une bonne partie des espoirs nés de la révolution de 1917 !

La raison de ce manque d'idées résulte aussi de l'échec de la vision sociale-démocrate nordique et de la fin des expériences communistes de l'autre côté du mur de Berlin

Ces réalités font que la gauche manque de points de références : fini l'intérêt pour les modèles sociaux démocrates du nord, fini le regard sur ce qui se passait à l'Est, même sans partager tout ce qui s'y faisait.

Il n'y a même plus de regard. C'est le vide et ce vide est plus impressionnant, inquiétant et déstabilisant que l'on nous ne l'avons imaginé, nous autres militants de gauche, mais aussi les chercheurs et les philosophes.

Nous devons entamer le débat sur le type de société socialiste et la manière d'aller vers cette société nouvelle, vers ce socialisme démocratique que nous voulons contribuer à construire.

Nous ne partons pas de rien, il y a des acquis, des textes, des travaux innombrables sur le marxisme, la philosophie, qui doivent nous permettre d'affûter nos connaissances au service de notre ambition de transformer cette société toujours plus injuste que nous préparent la droite et l'extrême droite.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'une société où les médias forment les opinions et remplacent le rôle des partis politiques. Nous devons relancer le débat, organiser la formation, affûter nos connaissances, nos bases théoriques, car comme le disait Gramsci « les luttes pour des idées précèdent les victoires électorales ». Pour l'instant nos priorités ne sont plus les élections mais la formation et le fonctionnement du Parti du Travail.

Quelques propositions fondamentales

Le Parti du travail s'engage à

- a) défendre et promouvoir les intérêts matériel et culturel de la population de la Suisse, sur la base d'un socialisme démocratique s'inspirant en permanence de l'analyse scientifique de la société et des traditions humanistes; il entend par là le développement libre, pacifique, digne et humain de chacun-e comme condition du libre développement de toutes et tous et cela en harmonie avec la nature et l'environnement;
- b) réaliser l'égalité des droits entre femmes et hommes et contribuer à les libérer de toute exploitation et de tout assujettissement;
- c) défendre et développer les droits démocratiques de toutes et tous et dans tous les domaines;
- d) contribuer à réunir une large majorité en faveur du dépassement du capitalisme et du développement socialiste de la société suisse;
- e) contribuer à la recherche et à la consolidation de la paix dans le monde;
- f) développer la solidarité internationale entre les peuples, entre les travailleuses et travailleurs, entre les femmes, les hommes et les enfants de la terre; contribuer à réaliser l'égalité des droits entre les peuples et à libérer ceux-ci de toute exploitation et de tout assujettissement.
- g) coopérer avec des organisations, des mouvements et des personnes qui visent des buts généraux ou particuliers convergents aux siens.

Quelques propositions concrètes

- Appliquer partout et avec rigueur les règles de l'Agenda 21
- Maintien des différents systèmes de sécurité sociale
- Maintien de l'âge de la retraite
- Égalité des droits sociaux pour chaque habitant-e.
- Formation obligatoire et gratuite jusqu'à 18 ans
- Fin de la concurrence fiscale entre les cantons
- Soutien à une culture décentralisée et populaire
- Limitation de la publicité commerciale et politique selon des règles éthiques.
- Civilisation numérique : pour une société de la connaissance partagée
- Logiciel et contenus libres, format ouvert et interopérabilité
- Lutter contre le Big Brother numérique en défendant les droits les libertés et la démocratie
- Infrastructures : réfléchir à de nouvelles missions de Service Public
- Rechercher de nouveaux moyens financiers par des impôts plus justes, plus efficaces, pour répondre aux besoins sociaux et de service public
- Emploi pour tous, construire une sécurité de l'emploi et de formation pour en finir avec les bas salaires
- Un système de santé efficace et solidaire
- La retraite : un droit humains à garantir par une nouvelle répartition des richesses
- Financement de la protection sociale : il est temps de faire du neuf
- Paix, sécurité et désarmement et droit des peuples.